

# VD\_FINDINFO Arrêt / 2019 / 252 vom 15. April 2019

VD Tribunal cantonal, 2019-04-15, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_Arr\\_t\\_\\_2019\\_\\_252](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Arr_t__2019__252)

FR: VD\_FINDINFO Arrêt / 2019 / 252 du 15 avril 2019

IT: VD\_FINDINFO Arrêt / 2019 / 252 del 15 aprile 2019

## Regeste

RÉCUSATION, EXPERT, DÉCISION INCIDENTE | 36 LPGA, 44 LPGA

## Erwägungen

### E. 1

a) La LPGA (loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales ; RS 830.1) est, sauf dérogation expresse, applicable en matière d'assurance-invalidité (art. 1 al. 1 LAI [loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité ; RS 831.20]). Les décisions des offices AI cantonaux peuvent directement faire l'objet d'un recours devant le tribunal des assurances du siège de l'office concerné (art. 56 al. 1 LPGA et art. 69 al. 1 let. a LAI), dans les trente jours suivant leur notification (art. 60 al. 1 LPGA). Selon l'art. 52 al. 1 LPGA, les décisions d'ordonnancement de la procédure ne peuvent pas être attaquées par voie d'opposition, si bien qu'elles sont directement attaques par la voie du recours devant le tribunal des assurances compétent. b) La décision incidente se caractérise par le fait qu'elle est prise en cours de procédure et qu'elle ne constitue qu'une étape vers la décision finale. En général, elle porte sur une question de procédure ; il n'est cependant pas exclu qu'elle tranche un problème de fond. Les décisions d'ordonnancement de la procédure au sens de l'art. 52 al. 1 in fine LPGA sont toutefois des décisions incidentes en matière de procédure exclusivement, comme cela ressort clairement des textes français et allemand de cette disposition (ATF 131 V 42 consid. 2.4 et les références citées). c) Le recours contre les décisions incidentes n'est admis qu'à des conditions restrictives pour éviter qu'une multiplication de recours ne ralentisse excessivement le déroulement d'une procédure. Ces conditions reposent sur des motifs d'économie de procédure ou, en cas de risque de préjudice irréparable, sur la nécessité de garantir des voies de droit effectives conformément à l'art. 29 a Cst. (Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 ; RS 101). Dans tous les cas, le recours contre la décision incidente rendue séparément n'est recevable qu'à la condition que le recours soit ouvert contre la décision finale à rendre ultérieurement (Jean Métral, in : Anne-Sylvie Dupont/Margit Moser-Szeless [éditrices], Commentaire romand de la loi sur la partie générale des assurances sociales, Bâle 2018, n 28 ad art. 56 LPGA et les références citées). En vertu de l'art. 45 al. 1 PA (loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative ; RS 172.021), applicable par renvoi de l'art. 55 al. 1 LPGA, les décisions incidentes qui sont notifiées séparément et qui portent sur une demande de récusation – au sens des art. 10 al. 1 PA, respectivement 36 al. 1 LPGA – peuvent faire l'objet d'un recours (Métral, op. cit., n° 31 ad art. 56 LPGA ; Felix Uhlmann/Simone Wälle-Bär, in : Bernhard Waldman/Philippe Weissenberger [éditeurs], Praxiskommentar Verwaltungsverfahrensgesetz,

### E. 2

a) En l'occurrence, il est constant que par communication du 30 novembre 2017, l'OAI a informé l'assuré qu'un mandat d'expertise pluridisciplinaire avait été confié à la Clinique K.\_\_\_\_\_, comprenant en particulier un examen neurologique auprès du Dr W.\_\_\_\_\_. L'assuré a écrit à l'OAI le 21 février 2018 pour se plaindre des conditions dans lesquelles s'était déroulé cet examen neurologique – critiquant en particulier certains propos qu'aurait tenus l'expert, ainsi que l'ampleur et la durée de l'examen – et requérir la récusation du neurologue en cause de même que la désignation d'un nouvel expert neurologue. Par la suite, le 23 février 2018, l'assuré a ajouté qu'il n'avait en réalité pas été examiné par le Dr W.\_\_\_\_\_ mais par le Dr G.\_\_\_\_\_, étant précisé qu'une convocation rectifiant le nom de l'expert lui avait été envoyée la veille de l'examen. Puis, le 5 avril 2018, l'assuré a argué que dans la mesure où cette dernière information ne lui avait été fournie que la veille de l'examen, il n'avait conséquemment pas été en mesure de faire valoir d'éventuels motifs de récusation à l'encontre de l'expert G.\_\_\_\_\_. C'est dans ce contexte que, le 31 mai 2018, l'OAI a rendu une décision incidente rejetant la demande de récusation à l'égard du Dr G.\_\_\_\_\_ et refusant la mise en œuvre d'une nouvelle expertise neurologique. b) En ce qui concerne tout d'abord la demande de récusation a posteriori visant le neurologue G.\_\_\_\_\_, force est de relever que le recourant n'a initialement pas abordé cette problématique devant la Cour de céans (cf. mémoire de recours du 5 juillet 2018). Ce n'est qu'au stade de la réplique qu'il a fait valoir que l'expert en question – dont l'examen avait été sommaire et n'avait duré que vingt minutes – lui avait d'emblée affirmé qu'il ne présentait aucune limitation et qu'il devait se battre pour obtenir des prestations (cf. réplique du 28 septembre 2018 p. 2). Cela étant, il convient de souligner la nature particulière de la présente affaire, dans la mesure où la demande de récusation est intervenue alors même que l'expertise neurologique avait déjà été réalisée, les conclusions y relatives ayant été rédigées le 5 mars 2018 et la reddition du rapport de synthèse de la Clinique K.\_\_\_\_\_ ayant eu lieu le 13 mars 2018. Ainsi, le fait de statuer à ce stade sur la décision incidente attaquée reviendrait à se prononcer, en définitive, sur la valeur probante du volet neurologique de l'expertise. Une telle constellation excède vraisemblablement le cadre d'une décision incidente de nature strictement procédurale – qui seule relève du champ d'application de l'art. 52 al. 1 in fine LPGA. Bien plus, il y a lieu de rappeler que les décisions incidentes visées par l'art. 45 al. 1 PA n'ont trait qu'à des motifs de récusation au sens des art. 10 al. 1 PA et 36 al. 1 LPGA, soit des motifs de nature formelle en ce sens qu'ils sont propres à éveiller la méfiance à l'égard de l'impartialité de l'expert (TF 8C\_541/2014 du 17 février 2015 consid. 1). En revanche, les motifs de nature matérielle, dirigés contre l'expertise elle-même ou contre la personne de l'expert, ne mettent pas en cause son impartialité et doivent, en principe, être examinés avec la décision sur le fond dans le cadre de l'appréciation des preuves (TF 8C\_541/2014 loc. cit.). Or, devant la juridiction de céans, le recourant a critiqué l'opinion que lui aurait communiqué l'expert en préambule de leur entretien, sur lecture du dossier, ainsi que l'ampleur et la durée de l'expertise neurologique ; de tels griefs visent l'analyse de l'expert en elle-même. Quoi qu'il en dise, l'intéressé n'a en revanche aucunement fait valoir de motifs laissant à craindre que les conclusions finales de l'expert puissent, au terme de l'analyse clinique, être entachées d'une quelconque prévention. L'assuré a, en d'autres termes, invoqué des motifs matériels de récusation, dont l'examen pourra intervenir avec la décision au fond. A cet égard, l'appréciation des preuves à laquelle devront procéder l'office intimé et éventuellement la juridiction cantonale ne saurait être assimilée à un préjudice irréparable (TF 9C\_570/2013 du 11 octobre 2013). Partant, en tant qu'est concernée la récusation a

posteriori du Dr G. \_\_\_\_\_, on ne distingue aucun intérêt digne de protection justifiant d'entrer en matière sur le recours déposé le 5 juillet 2018 à l'encontre d'une décision incidente au sens de l'art. 46 al. 1 let. a PA (voir dans ce sens : TFA I 20/05 du 30 juin 2006 consid. 3 ). Sous cet angle, le recours doit donc être qualifié d'irrecevable. Tout au plus relèvera-t-on, par surabondance, que le recourant a de toute évidence fait preuve de réactivité s'agissant des motifs de récusation qu'il entendait invoquer et qu'il ne pourra donc être question, dans la suite de la procédure, de lui reprocher d'avoir tardé à s'en prévaloir (voir sur le sujet Jacques Olivier Piguët, in : Dupont/Moser-Szeless [éd.], op. cit., n° 47 ad art. 44 LPGA avec la référence citée). c) Le recourant a par ailleurs invoqué une violation du droit d'être entendu, en ce sens qu'il n'a pas été averti suffisamment tôt du remplacement du Dr W. \_\_\_\_\_ par le Dr G. \_\_\_\_\_, qu'il n'a ainsi pas pu se prononcer sur la désignation de cet expert et qu'il y avait en conséquence lieu de mettre en œuvre une nouvelle expertise neurologique. aa) Afin d'assurer un déroulement équitable de la procédure et de garantir les prérogatives usuelles dans la procédure administrative générale, découlant du droit d'être entendu (art. 29 al. 2 Cst. et 42 LPGA ; ATF 135 V 465 consid. 4.3.2) et comprenant notamment le droit de faire administrer des preuves essentielles et la participation à l'administration des preuves, le Tribunal fédéral a estimé nécessaire un renforcement des droits de participation de l'assuré à l'administration de l'expertise, au stade de la procédure administrative déjà (ATF 137 V 210 consid. 2.5 et 3.4.2, en particulier consid. 3.4.2.4, 3.4.2.6 et 3.4.2.7). Ainsi, la jurisprudence prévoit notamment le droit, pour l'assuré, de se prononcer sur le choix de l'expert (ATF 137 V 210 consid. 3.2.4.6 et 3.2.4.9 ; voir également TF 9C\_933/2012 du 16 avril 2013 consid. 3.2). En cas de désaccord des parties sur l'opportunité de procéder à une expertise, sur le centre d'expertises à désigner ou sur le choix de l'expert, l'expertise doit être mise en œuvre par le biais d'une décision incidente sujette à recours auprès du tribunal cantonal des assurances – l'existence d'un intérêt digne de protection, respectivement d'un préjudice irréparable étant en principe admise (ATF 137 V 210 consid. 3.4.2.6 et 3.4.2.7 ; voir également ATF 139 V 339 consid. 4.4 et ATF 138 V 271 consid. 1). bb) Les droits de participations décrits ci-dessus, découlant de la garantie procédurale du droit d'être entendu, visent la phase de mise en œuvre de l'expertise. Dans le cas d'espèce, il apparaît néanmoins que le mandat d'expertise confié à la Clinique K. \_\_\_\_\_ avait déjà été accompli à la date – déterminante – de la décision litigieuse, les experts ayant examiné l'assuré entre les 20 et 22 février 2018 avant de rendre leur rapport d'expertise le 13 mars 2018. Lorsque la Cour de céans a été saisie, on ne se trouvait donc plus dans la phase de mise en œuvre de l'expertise et il n'était conséquemment plus question pour l'assuré de participer à la préparation de cette mesure d'instruction. En d'autres termes, la problématique n'est pas de se prononcer – en amont – pour prévenir un préjudice irréparable au niveau des droits de participation de l'assuré au sens de la jurisprudence (cf. consid. 2c/aa supra), mais de savoir – en aval – si ces droits ont été violés et, le cas échéant, avec quelles conséquences. Il s'agit là, en définitive, d'un aspect relatif à la valeur probante du rapport d'expertise de la Clinique K. \_\_\_\_\_ du 13 mars 2018. Cela étant, on ne voit pas quel préjudice irréparable subirait le recourant à devoir attendre la procédure au fond pour qu'il soit statué sur les griefs invoqués, singulièrement sur l'éventuelle violation de ses droits de participation à la mise en œuvre de l'expertise, étant souligné que la réalisation d'une expertise ne cause en principe pas aux parties un dommage irréparable et ne se confond en général pas avec une procédure probatoire longue et coûteuse (ATF 133 V 477 consid. 5.2 ; voir également TF 9C\_505/2012 du 15 janvier 2013 consid. 3.2 et les références). Au cas d'espèce, force est de

constater que le recourant conserve la possibilité de critiquer la désignation de l'expert pour les motifs invoqués dans le cadre d'une procédure au fond. Dès lors, la possibilité pour l'assuré de faire valoir tous ses griefs à l'encontre la désignation de l'expert G. \_\_\_\_\_ dans un recours contre la décision finale démontre que la décision litigieuse n'entrave pas le recourant dans l'exercice de ses droits, qu'il ne subit de la sorte aucun préjudice et qu'il n'a par conséquent pas d'intérêt à recourir (TF 9C\_505/2012 loc. cit.). Sous cet angle également, le recours s'avère donc irrecevable. d) De ce qui précède, il résulte que le recourant ne dispose pas de la qualité pour agir devant la Cour de céans à l'encontre de la décision incidente rendue le 31 mai 2018, en cela qu'il ne peut invoquer aucun préjudice irréparable pour fonder la saisine de cette juridiction. Partant, il n'y a pas lieu d'entrer en matière.

### **E. 3**

a) En définitive, le recours interjeté le 5 juillet 2018 par N. \_\_\_\_\_ doit donc être déclaré irrecevable. b) Au vu de la nature de l'affaire, on renoncera à la perception de frais de justice (art. 50 LPA-VD). Il n'y a en outre pas lieu d'allouer des dépens (art. 61 let. g LPGA et art. 55 al. 1 LPA-VD). c) Lorsqu'une partie au bénéfice de l'assistance judiciaire succombe, comme c'est le cas en l'espèce, le conseil juridique commis d'office est rémunéré équitablement par le canton (cf. art. 122 al. 1 let. a CPC [code de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272] par renvoi de l'art. 18 al. 5 LPA-VD). Le montant de l'indemnité au défenseur d'office doit être fixé eu égard aux opérations nécessaires pour la conduite du procès et en considération de l'importance de la cause, de ses difficultés, de l'ampleur du travail et du temps consacré par le conseil juridique commis d'office (cf. art. 2 RAJ [règlement cantonal vaudois du 7 décembre 2010 sur l'assistance judiciaire en matière civile ; BLV 211.02.3]). En l'espèce, Me Duc a produit une liste de ses opérations le 8 avril 2019, laquelle a été contrôlée au regard de la procédure et rentre globalement dans le cadre du bon accomplissement du mandat. Compte tenu des heures de prestations d'avocat-stagiaire (9 heures et 45 minutes) et d'avocat (35 minutes), ainsi que des débours (5 fr. 30) s'inscrivant raisonnablement dans l'exercice de sa tâche (ATF 122 I 1), le montant total de l'indemnité de Me Duc s'élève donc à 1'273 fr. 90, TVA comprise. La rémunération du conseil d'office est provisoirement supportée par le canton, le recourant étant rendu attentif au fait qu'il est tenu de rembourser le montant dès qu'il est en mesure de le faire (art. 123 al. 1 CPC, applicable par renvoi de l'art. 18 al.

### **E. 5**

LPA-VD). Il incombe au Service judiciaire et législatif de fixer les modalités de remboursement (art. 5 RAJ).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.